

Ne laissons pas le gouvernement et le Medef mettre la Sécu au trou !

10 milliards cette année, 16 milliards l'an prochain, chaque jour apporte son lot de chiffres plus impressionnants les uns que les autres : c'est le grand retour du «trou de la Sécu».

Malgré le rejet massif de sa politique dans la rue et dans les urnes, le gouvernement dit vouloir continuer ses «réformes». Il veut répéter le scénario du mauvais film catastrophe produit par la Raffarin Company à l'automne dernier. Il suffit de remplacer le mot «retraites» par les mots «santé» et «assurance maladie». Hier on dramatisait le «papy boom» qui allait aboutir à court terme à la «baisse massive des retraites». Il fallait donc d'urgence une «réforme» pour «sauver les retraites»... Chacun en mesure aujourd'hui les conséquences.

Aujourd'hui le «trou de la Sécu» est devenu selon le gouvernement un «gouffre abyssal».

Il faut répondre point par point aux arguments du gouvernement, à ses mensonges et au matraquage médiatique. Il faut préparer la mobilisation. C'est l'objectif que se donne notre collectif unitaire de défense de la Sécurité sociale et de ses centres.

Déficit, vous avez dit déficit ?

Le maniement des chiffres en «milliards d'€.» est fait pour impressionner. Regardons-y de plus près :

Les dépenses de la Sécurité sociale (maladie, vieillesse, famille) ont été de 319 Milliards €, selon la Cour des Comptes,

Le déficit est de...3,4 Milliards €. soit environ 1 % c'est-à-dire un peu plus de 3 journées de dépenses de sécurité sociale !

L'Etat, avec un budget inférieur d'un tiers à celui de la Sécu, a un déficit cinq fois plus important !

Il faut donc ramener les chiffres à leur juste proportion au lieu d'en faire des épouvantails !

Le «déficit» c'est un choix politique du gouvernement

La «découverte» du «déficit» de l'assurance maladie peut surprendre beaucoup de monde...sauf le gouvernement.

Le prétendu «déficit» n'est en effet rien d'autre qu'une conséquence de ses choix politiques : ne pas faire correspondre les recettes avec les dépenses.

La sécurité sociale est «malade» avant tout de ses recettes

Il est bon de rappeler quelques vérités jamais présentées dans les médias :

☞ En 2003 les exonérations de cotisations patronales s'élèvent à 20,34 milliards € de cotisations, dont 2,1 milliards non compensés par l'État.

☞ Le montant des dettes patronales à la sécurité sociale pour la seule année 2003 est de 1,9 milliards € dont 3/4 ne seront pas recouvrées.

☞ L'Etat ne remplit pas ses engagements (4,2 milliards €) et doit au total 16 milliards€ prélevés sur le tabac, l'alcool, assurance auto, et industries polluantes *

☞ Les non-déclarations des Maladies Professionnelles et Accidents de Travail par les employeurs coûtent 15 milliards € d'après des enquêtes médicales

■ Enfin et surtout la Sécurité sociale subit les conséquences des licenciements et des suppressions d'emplois dans le public et dans le privé :

☞ 100 000 chômeurs c'est un milliard d'E. en moins pour la sécurité sociale.

☞ 1 % d'augmentation de tous les salaires apporterait 3 milliards € à la sécurité sociale.

■ Le «trou de la Sécu» c'est le MEDEF qui le creuse chaque jour par les fermetures d'entreprises et les licenciements, c'est aussi le gouvernement Raffarin en supprimant lui-même des emplois dans le secteur public et en ne faisant rien contre les vagues de licenciements dans le privé !

* Source : Commission des comptes de la Sécurité sociale septembre 2003

Considérant que le droit à la santé est un droit fondamental de la personne humaine le collectif 92 de défense de la Sécurité sociale et des centres de Paiement avance des propositions à débattre afin de créer un véritable service public de santé à même de garantir à tous des soins de qualité :

- Étendre à tous et à toutes une même protection sociale.
- Revenir sur les restrictions des soins et aller vers la gratuité des soins.
- Refuser de laisser l'industrie pharmaceutique sous l'emprise du privé.
- Construire un service public de santé prenant en charge les soins , la prévention (notamment développement de la médecine scolaire et du travail, sinistrée), agissant sur certains facteurs des maladies (conditions de travail, d'habitat, d'environnement)
- Maintenir et étendre les centres de Sécu (menacés de fermetures), centres avec du personnel en nombre suffisant et répondant à l'ensemble des besoins des assurés sociaux.

Donner des moyens aux caisses de Sécu :

- Taxer les profits et en premier lieu augmenter les salaires et la part patronale des cotisations.
- En finir avec les licenciements boursiers.
- Imposer dans les services publics l'embauche à la hauteur des besoins.
- Abolir les exonérations de cotisations.
- Faire payer les dettes patronales et de l'État.

La préservation et l'amélioration de notre système solidaire de Sécurité sociale doivent être imposées au gouvernement.

Chirac, Raffarin veulent poursuivre dans la voie des contre-réformes.

Pour la préservation et l'amélioration de la Sécu, il n'y a pas d'autres voies que la lutte.

Le collectif 92 de défense des centres de Paiement et de la Sécurité sociale propose à toutes les organisations du mouvement social que soit organisée une grande journée nationale de manifestations.

Collectif 92 de défense de la Sécurité sociale et des centres de Paiement

Collectif soutenu par :

UD CGT 92, FSU 92, SNES 92, Solidaires 92, SUD rail, Sud PTT 92, CFDT-ETG-Chausson, Syndicat de la Médecine Général (SMG), Mutuelles de France 92, ATTAC 92, Collectif «Tous en Seine», Mouvement français pour le Planning familial, AC !(Agir ensemble contre le Chômage), Confédération paysanne, Confédération Syndicale des Familles (CSF), Puteaux Alternative. Gennevilliers pour tous. Parti Communiste Français, Parti Socialiste, Ligue Communiste Révolutionnaire, les Verts, Mouvement Républicain et Citoyen, Fédération Anarchiste.